

Le déficit commercial de la Suisse avec l'UE n'est pas un signe de faiblesse

La Suisse importe davantage de l'UE qu'elle n'y exporte. Cela ne pose pas de problème du point de vue économique. *Vincent Pochon, Caroline Schmidt*

Abrégé La compétitivité internationale d'un pays en comparaison avec ses partenaires commerciaux se mesure notamment au solde de la balance commerciale bilatérale. Pourtant, on s'arrête souvent sur l'aspect mercantiliste prônant qu'un excédent est bon et un déficit mauvais. Cela étant, le déficit de la balance commerciale avec l'Union européenne (UE) est régulièrement sujet à critiques en Suisse. Comment faut-il l'interpréter du point de vue économique ? Si l'on examine de plus près ce déficit, on voit qu'il s'applique seulement au commerce de marchandises alors que les échanges de services présentent un excédent. En outre, les importations sont surtout excédentaires pour les biens qui ne sont pas produits en Suisse ou qui servent d'intrants pour les exportations suisses de marchandises vers le reste du monde. Dans l'ensemble, le déficit de la balance commerciale avec l'UE ne pose guère de problèmes.

La Suisse, en tant que petite économie ouverte, est fortement intégrée dans le commerce mondial. Pour s'imposer face à la concurrence internationale, elle s'est spécialisée dans la production de certains produits tels que les produits pharmaceutiques, les instruments de précision ou les montres (voir *encadré*). Le commerce de marchandises suisse est excédentaire depuis 2002 et le surplus ne fait qu'augmenter depuis lors. On constate, en revanche, que la Suisse présente un déficit com-

mercial depuis les années quatre-vingts avec les pays membres de l'UE actuelle (voir *illustration 1*). Celui-ci s'élevait à 16 milliards de francs l'année dernière. Cependant, les services (sans le tourisme) ont affiché un excédent de 12 milliards de francs la même année¹. Au final, le déficit de la balance commerciale entre la Suisse et l'UE s'élevait à 4 milliards de francs en 2017. Il est surtout dû au commerce des marchandises avec l'Allemagne, l'Irlande et l'Italie. Le solde du bilan est équilibré avec les autres pays de l'UE et la Suisse réalise même un excédent substantiel avec le Royaume-Uni.

L'UE est de loin le partenaire commercial le plus important de la Suisse. Certes, sa quote-part a constamment baissé au cours des dix dernières années en raison de l'accès à de nouveaux marchés. Il n'en reste pas moins que 53 % des exportations suisses de marchandises étaient destinées à l'UE en 2017 ; la part des importations de marchandises de l'UE s'élevait même à 72 %. L'UE est aussi le partenaire le plus important pour le commerce des services. Dans ce secteur, la part des exportations s'élevait à 47 % et celle des importa-

¹ La BNS publie des données sur le commerce de services ventilées par pays depuis 2012 seulement. Il n'existe à ce jour aucune donnée portant sur le tourisme selon les pays.

Déficit commercial et avantages comparatifs

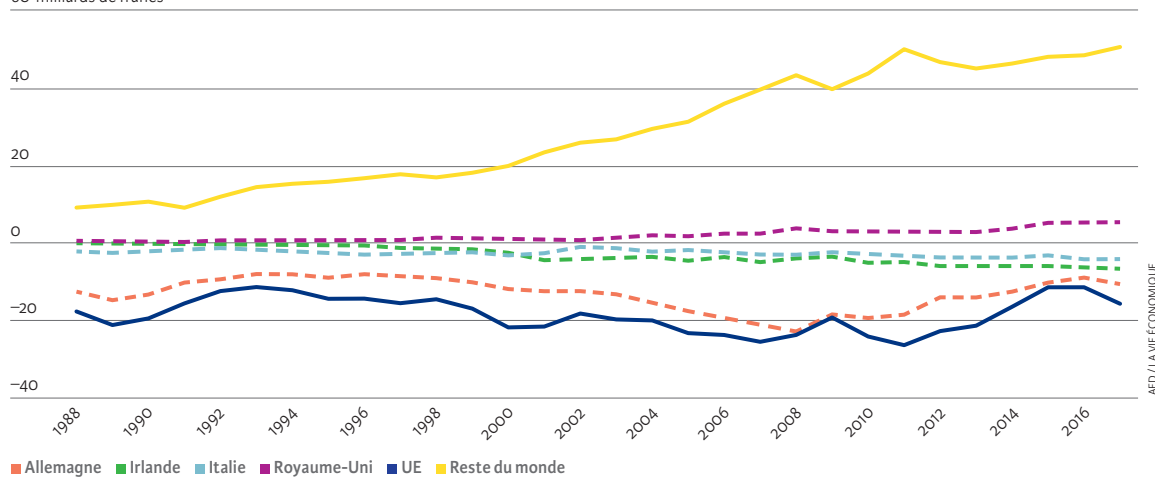
La balance commerciale compare la valeur des exportations à celle des importations. Elle est *déficitaire* lorsque les recettes provenant des premières sont inférieures aux dépenses engendrées par les secondes. Cependant, un excédent d'importations n'est pas mauvais en soi. Selon la théorie économique, le commerce international permet à un pays de se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il possède un *avantage comparatif*, autrement dit qu'il peut produire de manière relativement meilleure marché. Cette spécialisation permet de gagner en efficacité et de produire davantage avec des ressources limitées. Tous les par-

tenaires commerciaux en profitent. Les exportations ne sont pas une fin en soi, mais elles servent à financer les marchandises et les services importés, aujourd'hui ou dans l'avenir. La diversité des biens disponibles augmente par ce biais. Dans cette perspective, il ne faut pas partir du principe que le commerce engendré par la spécialisation est réparti de façon symétrique entre les partenaires commerciaux. En fait, un pays peut utiliser les excédents du commerce avec un partenaire commercial pour financer le déficit avec autre partenaire commercial s'il préfère les biens de celui-ci. Cette liberté de choix contribue également

aux gains en termes de prospérité qui sont issus du commerce (Lawrence 2018). La balance commerciale est aussi le résultat de *décisions intemporelles portant sur l'épargne et les investissements*. En cas de déficit de la balance commerciale, l'épargne ne suffit pas à financer les investissements indigènes. Par exemple, si un pays a un important retard à combler et que, pour cela, il procède à des investissements relativement élevés, le déficit de la balance commerciale ne pose pas de problèmes, puisque les investissements permettront de produire davantage.

III. 1. Solde de la balance commerciale suisse selon les partenaires commerciaux (en milliards de francs, 1988–2017)

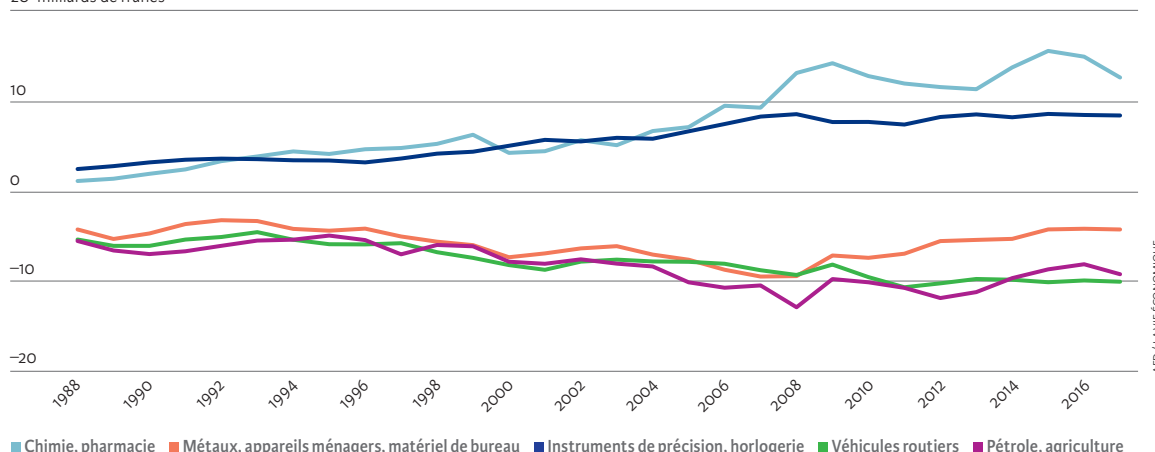
60 milliards de francs



Commerce de marchandises (sans or non monétaire, objets de valeur et commerce de transit)

III. 2. Solde de la balance commerciale suisse selon les groupes de marchandises (en milliards de francs, 1988–2017)

20 milliards de francs



tions à 50 %. À l'inverse, la Suisse est aussi un partenaire commercial important pour l'UE. En 2017, notre petit État se situait à la quatrième place des importations de marchandises dans l'UE (y compris l'or et les objets de valeur) et même à la troisième pour les exportations de marchandises derrière les États-Unis et la Chine.

Une relation historique étroite

On n'est guère étonné que les relations commerciales entre la Suisse et l'UE soient aussi étroites. D'un point de vue géographique, notre pays est enclavé dans l'Union. À cela s'ajoute le fait que la Suisse est une petite économie ouverte pauvre

en matières premières, ce qui l'amène à entretenir des relations économiques étroites avec ses voisins. Ainsi, un accord bilatéral de libre-échange avec l'UE, ou plus exactement avec les institutions qui l'ont précédée, a été adopté dès 1972. Il a été suivi par l'accord sur les assurances en 1989, les sept accords bilatéraux sectoriels (Bilatérales I) en 1999 et les Accords bilatéraux II en 2004.

Ces améliorations constantes des conditions-cadres ont permis de renforcer les échanges commerciaux avec l'UE et contribué à la spécialisation de l'économie suisse. D'une part, l'importation de biens de consommation et intermédiaires s'est simplifiée, ce qui bénéficie

aux ménages suisses et aux producteurs. D'autre part, les exportateurs profitent d'un accès facilité au marché de l'UE.

La spécialisation de l'économie suisse s'exprime dans les données commerciales. Ainsi, la Suisse réalise avec l'UE un excédent important qui tend à augmenter avec ses exportations phares que sont les produits chimiques et pharmaceutiques, l'horlogerie et les instruments de précision (voir *illustration 2*). Dans le secteur des services, la Suisse dégagne également d'importants excédents avec l'UE dans des domaines clés: services financiers, prestations d'assurance et produits de licences.

Les excédents d'importation de la Suisse avec l'UE concernent en revanche les biens majoritairement produits à l'étranger. Les véhicules routiers, le pétrole, les produits agricoles, les vêtements, le matériel de bureau, les appareils ménagers et les métaux sont à l'origine des déficits les plus élevés avec l'UE. Il en va de même pour le commerce des services. Les plus gros déficits concernent les services de conseil et la recherche et développement, qui servent souvent d'intrants dans la production des services et des marchandises².

Chaînes de valeur mondiales

Le renforcement des chaînes de valeur mondiales a aussi favorisé la spécialisation de l'économie exportatrice suisse. Ce phénomène fait que les exportations attribuables à un pays contiennent de plus en plus de composants produits dans des pays tiers. Citons par exemple le déficit suisse avec l'Irlande: celui-ci s'explique presque exclusivement par un excédent d'importations de produits chimiques et pharmaceutiques, qui sont en grande partie transformés en Suisse pour être ensuite exportés vers d'autres pays.

Au vu de ces interdépendances, il devient de plus en plus problématique de ne considérer que les balances commerciales bilatérales pour mesurer la compétitivité d'un pays. Étant donné que les statistiques classiques du commerce extérieur imputent toujours la valeur totale du

bien exporté au pays qui l'exporte, il convient de les interpréter avec prudence³. C'est la raison pour laquelle de nombreux pays tentent de calculer les soldes commerciaux basés sur la valeur ajoutée à l'aide de tableaux d'entrées-sorties («input-output»), dans lesquels seule la valeur ajoutée réellement générée sur le territoire est comptabilisée comme une exportation.

Les avantages de la mondialisation l'emportent

En résumé, le fait que la Suisse soit spécialisée dans la production de marchandises et services à haute valeur ajoutée explique l'excédent de la balance commerciale qu'elle réalise avec l'ensemble de ses partenaires commerciaux. Compte tenu de sa proximité historique et géographique avec l'UE, il n'est pas étonnant que ses importations de biens provenant de cet ensemble soient particulièrement importantes.

Toutefois, l'interdépendance internationale de l'économie suisse comporte aussi des risques. Sa dépendance envers l'évolution économique et politique à l'étranger ne fait qu'augmenter. Toutefois, si l'on compare les avantages aux inconvénients, les premiers l'emportent clairement pour une petite économie ouverte telle que la Suisse. Cela étant, les relations commerciales futures avec l'UE et ses autres partenaires commerciaux devront rester étroites. Cette condition est primordiale pour assurer un niveau de vie élevé à notre pays.



Vincent Pochon

Collaborateur scientifique, secteur Conjoncture, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Caroline Schmidt

Collaboratrice scientifique, secteur Conjoncture, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

2 Nathani et Hellmüller (2014).

3 Busch et Bernhard (2014).

Bibliographie

Bernhard Edith et Busch Christian. « Les nombreuses facettes de la Suisse dans les chaînes de valeur mondiales », *La Vie économique*, 12–2014.

Lawrence Robert Z., « Five Reasons Why the Focus on Trade Deficits Is Misleading », *Policy Brief*, 18–6, 2018, Peterson Institute for International Economics

Nathani Carsten et Hellmüller Pino, « La Suisse dans les chaînes de valeur mondiales: des données améliorées apportent de nouvelles connaissances », *La Vie économique*, 12–2014.

Téléchargez dès maintenant l'application dans l'App Store sans frais

